



## **Appel de l'Intersyndicale Education de la Drôme**

***Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.***

**RDV le mardi 23 septembre à Valence à 14h**

### **Fontaine Monumentale**

L'Ecole a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint. La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- refus de créer un collectif budgétaire pour la création des postes nécessaires pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le 2d degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée

- publication de la circulaire de rentrée sans qu'aucune concertation préalable et dont le contenu est loin d'être satisfaisant (pas de clarification sur les changements de niveau du protocole ...) d'autant qu'il peut être créateur de rupture d'égalité lors des sorties scolaires ou des absences d'élèves.

- pas de moyens supplémentaires pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions sanitaires (purificateurs d'air ...)

Encore une fois, le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Hors, il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels, ceci permettra aussi de rendre le métier plus attractif.

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Nos organisations exigent un plan d'urgence pour le service public d'Education. Notre Ecole ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

Elles appellent les personnels à la grève le 23 septembre. Elles appelleront à poursuivre ces actions, en particulier dans le cadre d'une mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre.